



Pour maintenir les acquis, poursuivons la transformation du Parti

Y. Bucas (R.A.T.P.) - A. Pointet (Lang) -
P. Bourg (Snecma Villaroche) -
G. Forgeot (Thomson Bagneux) -
D. Cholley (P.T.T. - C.C.J.T.) - A. Brosse (C.C.J.T.)

Dans le débat pour la préparation du Congrès, les différentes tendances qui s'affrontent essayent de se trouver une couverture ouvrière ; elles cherchent à dire : « Voyez, nous aussi on a notre prolo » et à justifier par là la « justesse » de leur ligne. Tout d'un coup on s'aperçoit que les ouvriers c'est important, alors qu'en fait peu de textes qui nous ont été présentés jusqu'à présent ne tiennent compte des luttes et de la réalité auxquelles nous sommes confrontés tous les jours : en fait ce sont des schémas bien établis qui s'affrontent. Or c'est la logique du débat de tendance ou de fraction qui fige les possibilités de discussion et d'élaboration ; mais tout le monde sera content, car les principes auront été maintenus. En réalité, la cristallisation du débat en tendances a uniquement pour but d'assurer des positions et des places dans les organisations de direction et de décision du parti. Le plus grave est que ces discussions ne recouvrent pas la réalité de notre pratique.

Il en fut tout autrement avec le débat sur le programme d'action, qui lui, au moins, était concret et partait des nécessités et de l'examen de la pratique. C'est cette démarche que nous croyons correcte. D'une façon générale, il nous semble que la commission entreprise du parti offre un bon exemple de la façon dont les problèmes peuvent être abordés et résolus. Il est vrai que, sur le plan idéologique, les camarades du secteur entreprise ne constituent pas un bloc homogène ; mais dans ce secteur nous avons tous une **pratique** commune, et le débat s'enrichit à partir de cette pratique, en fonction des problèmes tels qu'ils se posent concrètement.

C'est en fonction de cette situation que nous pensons par exemple qu'à l'heure actuelle vouloir définir une position ferme et intangible sur les syndicats ne correspond pas à nos possibilités.

D'abord parce que le visage qu'offre le syndicalisme est différent selon les cas. Ensuite parce que ce n'est pas le vrai problème. Tous les militants de la C.N.E. sont des militants syndicalistes. Le vrai problème auquel nous sommes confrontés est le suivant : comment, parallèlement aux interventions du syndicat, avoir une intervention politique autonome ? Ce n'est ni par la courroie de transmission, ni par la constitution de fractions à l'intérieur du syndicat, car ce serait le meilleur moyen de tuer nos possibilités auprès de la masse des travailleurs.

Il en est de même en ce qui concerne le P.C.F. ; que ceux qui proposent le front unique à la base ou l'unité tactique des forces de gauche viennent voir dans les entreprises comment appliquer cette politique alors que, lorsque nous distribuons des tracts ou lorsque nous prenons la parole dans une assemblée du personnel, il est rare que les affrontements ne soient pas durs ; et pourtant nous ne faisons que défendre la démocratie ouvrière.

Au contraire de ces attitudes figées, il nous semble que la démarche de la C.N.E. a été pédagogique. Nous avons avancé pas à pas. A la première conférence nationale, notre vision des choses correspondait plutôt à un militantisme dans les syndicats, et mettait en avant la nécessité de se coordonner. Ce n'est que plus tard, au moment de la deuxième conférence entreprise que la plateforme du contrôle ouvrier est ressortie des débats ; elle a été ensuite votée à l'unanimité par le conseil national. Il en fut de même pour les plates-formes de lutte des différentes branches (chimie, métallurgie, transports...). C'est là aussi que s'est constituée la C.N.E., composée des membres de chaque branche (chaque membre étant élu à l'intérieur de sa branche). Ce fonctionnement de la C.N.E., nous l'opposons à celui que voudraient voir

s'instaurer certains, en faisant diriger la C.N.E. par les différentes tendances ; la seule conséquence en serait que la C.N.E. deviendrait le champ clos des luttes de tendances internes au parti ; cela n'aiderait en rien la C.N.E. pour être dans la bagarre au cours des luttes, comme ce le fut au contraire au cours du conflit Renault.

Cela dit, nous ne voulons pas idolâtrer la C.N.E. : il y a des manques, des insuffisances, qui reflètent également celles du parti, dans l'organisation, le manque de liaison et d'information.

Pour nous, militants des entreprises, le véritable enjeu de ce congrès, c'est de conserver les acquis qui nous permettront de continuer à affirmer la ligne de masse dans laquelle nous avons commencé à nous engager, c'est-à-dire celle du contrôle ouvrier et du mouvement politique de

masse. Il est < indispensable > de permettre la transformation des moyens d'intervention du parti, transformation telle qu'elle a commencé à se faire jour dans les différents secteurs, et à travers les A.O.P. notamment en faisant du P.S.U. un parti ouvert et efficace branché en permanence sur les luttes et susceptibles de proposer dès maintenant des initiatives concrètes.

Il ne faut pas oublier qu'à l'extérieur du parti un certain nombre de travailleurs, ne croyant plus aux illusions réformistes et révisionnistes, attendent beaucoup de notre parti, en fonction de ses dernières apparitions (A.O.P., élections, 1^{er} mai, etc.). Nous ne devons pas les décevoir en revenant en arrière. La voie est clairement tracée : allons de l'avant.